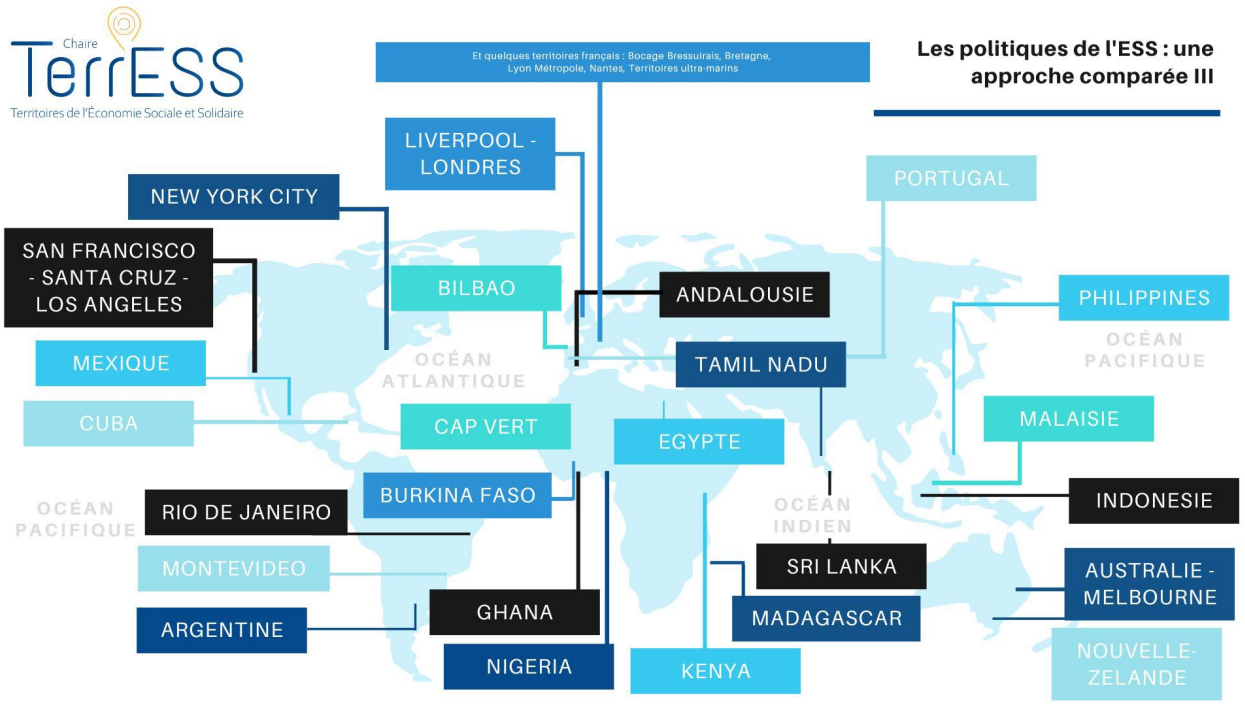
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Philippines

Par Nathan RÉMON, Sarah MARDIKIAN, Oihan DRILLE, Julie FAXEL, Lilo CHAUVIERE

"Sa Bayanihan, hindi ka nag-iisa" (dans le bayanihan, tu n'es jamais seul). La communauté est une notion centrale pour comprendre la culture philippine. À une époque où les maisons étaient suffisamment légères pour être transportées, le *bayanihan* symbolisait la pratique collective par laquelle des groupes de voisins s'unissaient pour déplacer une maison en palmier et feuilles d'*anahaw*, le *bahay kubo*, en la portant sur leurs épaules. Le *bayanihan* va pourtant bien au-delà de cette pratique traditionnelle aujourd'hui devenue rare : il représente une forme de coopération désintéressée où chaque individu, sans rien n'attendre en retour, contribue à une tâche commune au bénéfice de tous. Cet esprit de solidarité perdure, que ce soit en temps de calamité ou dans les pratiques communautaires quotidiennes entre *kabayan* (compatriotes). (voir annexe 1)

Cette tradition profondément enracinée constitue un terrain fertile pour l'émergence d'une société civile dynamique, qui a favorisé le développement des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS). Après la *People Power Revolution* et la chute du régime de Ferdinand Marcos en 1986, de nombreuses organisations de la société civile (OSC) ont vu le jour. La Constitution de 1987 a consacré, d'une part, le droit des organisations populaires indépendantes (OP) de s'organiser et de se mobiliser pour défendre les intérêts de leurs membres, et, d'autre part, la participation des ONG à la gouvernance locale.

Dans un pays où 40 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, dont 13 millions d'enfants, et qui demeure à la tête des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles selon le *WorldRiskIndex*, la critique des réponses insuffisantes aux défis climatiques et sociétaux offerts par une gouvernance oligarchique et semi-féodale a suscité une prolifération des initiatives citoyennes et des ONG. Selon un rapport de la Banque asiatique de développement (2013), le nombre d'OSC aux Philippines était estimé entre 249 000 et 497 000 en 2001. Une autre étude, menée par le Caucus des réseaux d'ONG de développement (CODE-NGO, 2011), révèle que 46 % des habitants se considèrent comme membres actifs d'au moins une OSC, 37 % comme membres inactifs, tandis que 17 % déclarent ne faire partie d'aucune organisation.

Cadre institutionnel et juridique

Le cadre institutionnel et juridique de l'ESS aux Philippines repose sur une évolution progressive des lois et des politiques favorisant les coopératives, les organisations à but non lucratif et les initiatives communautaires. Cette progression reflète une volonté de promouvoir un développement économique inclusif tout en renforçant les droits civiques et l'autonomie des acteurs locaux.

Après la dictature de Ferdinand Marcos (1965-1986), la Constitution de 1987 a marqué une nouvelle ère en garantissant les libertés fondamentales, telles que la liberté d'association, d'expression et de réunion. Elle a également reconnu les organisations populaires et leur droit de participer à la gouvernance, sans pour autant mentionner explicitement l'ESS. Ce cadre a permis une prolifération des organisations de la société civile en tant qu'acteurs essentiels du développement.

Plusieurs lois ont ensuite posé les fondements pour structurer le secteur des coopératives et des organisations non gouvernementales. Le Code des coopératives des Philippines (*RA No. 6938)*, adopté en 1990, a défini le rôle des coopératives comme outil d'équité sociale et de justice économique. Parallèlement, la création de l'Autorité de développement des coopératives (CDA) a instauré une instance chargée de superviser et de promouvoir ces entités (*RA No. 6939)*. Ces efforts ont été renforcés en 2008 avec une révision du Code coopératif, visant à simplifier les procédures administratives et à encourager la croissance des coopératives, notamment en clarifiant les règles pour leur dissolution ou fusion. En 2013, ces coopératives comptaient plus de 200 000 membres et un impact croissant sur l'emploi et l'inclusion des travailleurs informels dans le marché formel. Ce cadre législatif a permis de reconnaître les coopératives comme des entités autonomes, capables de gérer leurs propres affaires, tout en favorisant des partenariats public-privé dans des secteurs clés comme l'industrie de la noix de coco.

Le secteur de la microfinance a également bénéficié de l'adoption de lois spécifiques, telles que le Microfinance NGOs Act de 2015, qui a facilité la création d'ONG spécialisées dans le financement des microentreprises. Cette approche a permis d'offrir des crédits abordables aux populations les plus démunies, tout en soutenant le développement économique local. En parallèle, l'intégration de la dimension de genre dans les politiques publiques est aussi devenu un enjeu majeur (voir annexe 3). L'adoption de la Magna Carta of Women (RA No. 9710) en 2009 a marqué un tournant en définissant la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines, désormais appelée Philippine Commission on Women (PCW). Fruit d'une mobilisation solidaire des groupes féministes, cette commission, qui regroupe des représentants du gouvernement et de la société civile, est devenue l'organe central chargé de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ce cadre législatif a également permis des avancées significatives dans l'autonomisation des femmes, notamment au sein des coopératives et des institutions de microfinance.

La décentralisation administrative initiée par le Code du Gouvernement Local (LGC) de 1991 a également joué un rôle important dans le développement de l'ESS. Ce texte a transféré des pouvoirs significatifs aux unités gouvernementales locales (LGUs), leur permettant de collaborer avec les OSC et les coopératives pour fournir des services de base. Toutefois, l'impact de cette décentralisation reste inégal en raison d'une mise en œuvre variable selon les régions. Une autre initiative notable, la Social Reform and Poverty Alleviation Act de 1997, a conduit à la création de la National Anti-Poverty Commission (NAPC) dans le but d'intégrer les OSC dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Malheureusement, cette commission a souvent été confrontée à un manque de ressources et à des problèmes de coordination.

Par ailleurs, des efforts spécifiques ont été déployés pour promouvoir l'entrepreneuriat local. La Barangay Micro Business Enterprise Law de 2002 a encouragé la création de micro-entreprises dans les barangays, la plus petite unité administrative des Philippines. De même, la Magna Carta for MSMEs de 2008 et le Go Negosyo Act de 2014 ont établi des programmes de formation et facilitent l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises. Ces initiatives visent à stimuler l'emploi et à renforcer la résilience économique des communautés locales.

<u>Acteurs impliqués dans le développement des politiques</u>

La richesse de l'ESS aux Philippines tient dans la diversité de ses acteurs (voir annexe 5). C'est d'abord le secteur coopératif qui a permis de combler les lacunes du secteur privé (voir annexe 6). Des organisations populaires se sont ensuite développées, permettant d'ouvrir l'ESS à une

population plus diverse, parfois plus précaire ou issus de professions informelles. À la différence des coopératives, les OP financent leurs projets grâce à des *ambag* (dons) reçus de leurs membres, et non par capitalisation. On retrouve également ce système dans les *Mutual Benefit Association* qui visent à instaurer des régimes d'assurances maladies plus ouverts que ceux proposés par les grandes organisations privées.

De nombreuses ONG de développement, autrefois financées par des subventions, se sont tournées vers des activités génératrices de revenus. Ces ONG deviennent des entreprises sociales et économiques (SSEOEs) lorsqu'elles intègrent leurs bénéficiaires comme membres-clients et offrent des services financiers à des populations vulnérables, des coopératives ou des petites entreprises.

Les travailleurs de l'économie informelle s'organisent aussi en associations (voir annexe 7). Bien que la couverture de sécurité sociale pour ces travailleurs soit limitée, elle s'élargit grâce à des collaborations entre le gouvernement, les coopératives et les OP. Par exemple, des initiatives comme *PATAMABA* ou *MAGCAISA* militent pour la mise en place d'une loi spécifique (*MACWIE*) en faveur des travailleurs informels. Dans cette idée, une résolution de 2010 du *NSWMC* vise à formaliser le secteur informel des déchets en intégrant les "waste pickers" dans le système national de gestion des déchets. Ce plan prévoit des formations, des opportunités de revenus et une meilleure position de négociation face aux industries et aux autorités. Organisés en coopératives, ces travailleurs peuvent signer des contrats et accéder à des financements.

Enfin, les entreprises sociales incarnent une forme hybride d'organisation. Ces structures poursuivent des objectifs multiples : inclusion sociale, durabilité économique et protection de l'environnement. Soutenues par des programmes comme le *Workers' Income Augmentation Program* du *Department of Labor and Employment* (DOLE), elles favorisent la création de projets autonomes, tels que les initiatives de négoce de riz transformées en entreprises durables par des syndicats comme *Mitsumi Philippines Workers Union*.

Gouvernance et positionnement institutionnel de l'ESS

Il n'existe pas d'institution gouvernementale uniquement responsable de la promotion et de la coordination de l'ESS aux Philippines. Cela a engendré une approche fragmentée, avec divers départements et agences gouvernementales mettant en œuvre des politiques et des programmes qui touchent à des aspects de l'ESS, mais sans stratégie ou vision unifiée. Les entreprises sociales sont souvent traitées de la même manière que les MPME.

En l'absence d'agence centrale, ce sont souvent les *Local Government Units* (LGUs) qui prennent le relais. Le *Local Government Code* (LGC) de 1991 oblige les LGU à collaborer avec les coopératives et les OSC quant aux initiatives de réduction de la pauvreté (approche décentralisée du développement de l'ESS). A titre d'exemple, le *Bohol Focused Community Assistance Scheme* (FOCAS), intégré au programme *PACAP*, collabore avec diverses parties prenantes pour favoriser des initiatives d'éco-tourisme culturel, notamment le Loboc Music Heritage Project, qui a créé une Youth Ambassador Band. Ce projet a reçu un soutien financier de la province, mais aussi de plusieurs municipalités et de plusieurs barangay, comme celui de Lobgob (voir annexe 8).

La co-construction des politiques d'ESS repose sur une approche ascendante, valorisant la participation active des communautés marginalisées. Des plateformes comme la *National Anti-Poverty Commission* (NAPC) et le *Philippine Solidarity Economy Forum* (PSEF) facilitent le dialogue entre l'État, le secteur privé et les OSC pour élaborer des politiques inclusives. Les programmes

du *Philippine Rural Reconstruction Movement* se concentrent par exemple sur l'autonomisation des communautés rurales en renforçant leur capacité d'auto gouvernance et en encourageant une gestion communautaire des ressources. En impliquant activement les citoyens dans ces processus, le PRRM vise à transférer le pouvoir aux populations locales.

Défis et perspectives d'avenir

La prospérité de l'ESS sur le territoire reste néanmoins conditionnée à la résolution de plusieurs enjeux.

Le premier repose directement sur la structure politique du pays. Les partenariats entre l'Etat et les OSC n'ont pas empêché la main mise des dynasties familiales (voir annexe 9) sur les structures politiques (ils y ont même contribué, d'une certaine manière), et ce à tous les niveaux d'analyse (à l'image de la récente annonce de candidature de l'ancien président Rodrigo Duterte à la mairie de Davao, secondé par son fils, pour préparer le parachutage de sa fille, de la vice présidence à la présidence du pays (voir annexe 10). En découle alors la problématique de la participation citoyenne. Les révolutions populaires EDSA I (1986) et EDSA II (2001) ont cependant démontré la capacité des citoyens ordinaires à défier le pouvoir, grâce à la collaboration stratégique entre OSC, l'Église (notamment la Conférence des évêques catholiques des Philippines, CBCP) et le secteur privé.

Néanmoins, il est essentiel de préserver l'autonomie des structures. Les dynamiques actuelles mettent en lumière des alliances problématiques entre l'État et certaines OSC proches du parti au pouvoir (qui s'opposent aux OSC social-démocrates et à celles soutenant les partis d'opposition). Cette interdépendance soulève des questions sur le rôle des OSC dans la privatisation de la gouvernance et sur la place que les pouvoirs publics leur réservent (logique néolibérale de délégation étatique).

Le développement des capacités individuelles des OSC, bien qu'important, peut toutefois affaiblir l'effort collectif des organisations. Cette approche a conduit à l'émergence d'un nombre important de structures, limitées en ressources, et a restreint leur participation aux grands projets de développement financés par des partenariats public-privé. Un renforcement de la capacité collective des OSC à accéder à ces projets pourrait améliorer leur rôle de partenaires de développement à long terme, et réduire leur dépendance aux financements internationaux, de plus en plus compétitifs.

Parmi les derniers obstacles identifiables, la compartimentalisation des politiques publiques constitue un frein majeur. En effet, les politiques de réduction de la pauvreté sont souvent confinées au secteur du bien-être social, tandis que les politiques économiques restent dominées par des orientations de marché, ce qui exclut fréquemment l'ESS des priorités économiques nationales. Parallèlement, les lacunes législatives et un manque d'information sur les différentes formes d'organisation de l'ESS, telles que les entreprises sociales, les coopératives ou l'économie informelle, limitent l'influence et la reconnaissance de ce secteur dans les politiques publiques, ce qui restreint par conséquent son efficacité.

Conclusion

Ainsi, le développement du secteur de l'ESS aux Philippines repose aujourd'hui largement sur ses relations avec la sphère politique, comme en témoignent les récentes initiatives législatives visant à structurer et régulariser ce secteur. En relevant ces défis et en tirant parti des nombreux atouts déjà existants, les Philippines peuvent ouvrir la voie à un écosystème d'ESS capable de contribuer véritablement au développement inclusif et durable du pays, incarnant l'esprit du *bayanihan* et devenant un exemple de développement pour les pays de la région.

"Kung pera po ang ibibigay ninyo sa amin, di po magtatagal. Maganda po ang karununganan ang ibigay ninyo sa amin at nakakasiguro po kami habang kami nabubuhay buhay pa rin po ang inyong tulong sa amin" Si vous nous donnez de l'argent, cela ne durera pas. Ce qui est mieux, c'est de nous offrir des connaissances, car nous sommes sûrs que tant que nous vivrons, votre aide perdurera (voir annexe 12).

ANNEXES :

Annexe 1 :

Environ 30 hommes ont aidé à transférer cette petite maison à 100 mètres de son emplacement d'origine sur les contreforts du volcan Mayon le 14 juillet 2019, dans la ville de Legazpi, Albay.

(Karla Thea Omelan, ABS-CBN News, 2024)

Annexe 2

Tableau résumant les principales lois régulant le secteur de l'ESS aux Philippines.

	TITRE	DATE
1	Labor Code	1989
2	Local Government Code (LGC)	1991
3	Social Reform and Poverty Alleviation Act	1997
4	Barangay Micro Business Enterprise Law	2002
5	Philippine Cooperative Code	2008
6	Magna Carta for Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs)	2008
7	Magna Carta of Women	2009
8	Go Negosyo Act	2014
9	The Microfinance NGOs Act	2015
10	Youth Entrepreneurship	2015

Annexe 3

La complémentarité entre violences féministes et "gender gap"

Les signalements de violences envers les femmes présentent une corrélation de 73 % avec l'augmentation du "Philippine Gender Gap". Cela met en évidence la nécessité d'actions concrètes, menées par les organisations gouvernementales et non gouvernementales, pour prévenir ces violences systémiques et renforcer l'égalité des genres.

Table 4. Variables used for symbolic regression analysis

Year	Reported Cases of Violence Against Women (x)	Philippine Gender Gap Index (y)
2006	8,011	0.7516
2007	7,383	0.7629
2008	6,505	0.7568
2009	5,889	0.7579
2010	6,679	0.7654
2011	7,456	0.7685
2012	10,482	0.7757
2013	15,789	0.7832
2014	13,974	0.7814
2015	17,526	0.79
2016	25,430	0.786
2017	40,220	0.79

(Deguma et al., 2018)

Annexe 4

La NAPC a été créée en vertu du Republic Act 8425, également connue sous le nom de « Loi sur la réforme sociale et la réduction de la pauvreté », qui est entrée en vigueur le 30 juin 1998. L'objectif est la coordination des programmes de réduction de la pauvreté des gouvernements nationaux et locaux en intégrant les secteurs marginalisés dans les processus décisionnels gouvernementaux.

REPUBLIC OF THE PHILIPPINES
Congress of the Philippines
Metro Manila

Tenth Congress
Third Regular Session

Republic Act No. 8425 **December 11, 1997**

AN ACT INSTITUTIONALIZING THE SOCIAL REFORM AND POVERTY ALLEVIATION PROGRAM, CREATING FOR THE PURPOSE THE NATIONAL ANTI-POVERTY COMMISSION, DEFINING ITS POWERS AND FUNCTIONS, AND FOR OTHER PURPOSES

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the Philippines in Congress assembled:

TITLE I
NATIONAL ANTI-POVERTY COMMISSION

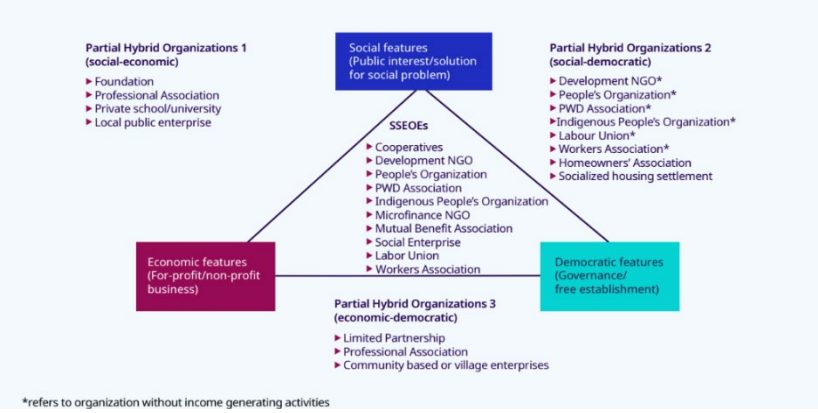
Section 5. ***The National Anti-Poverty Commission.*** – To support the above-stated policy, the National Anti-Poverty Commission, hereinafter referred to as the NAPC, is hereby created under the Office of the President, which shall serve as the coordinating and advisory body for the implementation of the SRA. The Presidential Commission to Fight Poverty (PCFP), the Social Reform Council (SRC), and the Presidential Council for Countryside Development (PCCD) are hereby abolished and the NAPC shall exercise the powers and functions of these agencies. The NAPC shall be the successor-in-interest of the three (3) abolished commissions and councils.

(R.A. 8425, s. d.)

Annexe 5

Carte conceptuelle des différentes formes d'organisation qui constituent le réseau de l'ESS aux Philippines autour de trois grands axes : Social, Economie, Démocratie et gouvernance. Dix types d'organisations forment le noyau de l'ESS. Quatre se consacrent à la génération de revenus tout en ayant une orientation sociale, huit sont sociales et démocratiques, et trois associent des caractéristiques économiques et démocratiques.

Huit « autres organisations » qui remplissent un seul des critères requis.

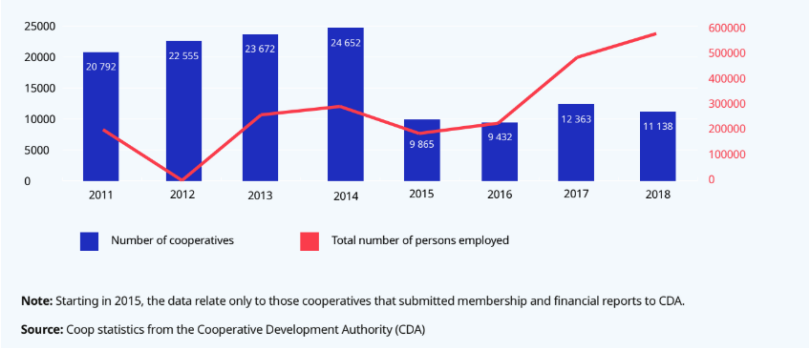


(International Labour Organization (ILO), 2022)

Annexe 6

Évolution du nombre de coopératives aux Philippines 2011-2018.

“Le nombre de membres et l'emploi ont récemment augmenté, en partie à cause de l'émergence de nouvelles formes de coopératives, telles que les services de main-d'œuvre, les coopératives de travail et d'autres organisations impliquées dans le mouvement du commerce équitable”.



(International Labour Organization (ILO), 2022)

Annexe 7

Tableau présentant le taux d’emploi, de chômage et de sous-emploi aux Philippines de 2008-2012. Les travailleurs indépendants du secteur informel constituent une proportion non négligeable des travailleurs employés aux Philippines. 41,6 % d’entre eux sont des femmes. L'augmentation du coût de la vie constitue l'un des principaux facteurs qui poussent les femmes philippines à se tourner vers ce type d’emploi.

Annex Table 2. Employment, unemployment and underemployment in the Philippines, 2008–2012					
Item	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**
EMPLOYMENT					
Total employed persons ('000)	34 089	35 061	36 035	37 192	37 600
% wage and salary workers	52.4	53.3	54.5	55.2	57.2
% self-employed (% to total)	47.6	46.7	45.5	44.8	42.8
Total self-employed persons ('000)	16 241	16 380	16 409	16 654	16 108
% women	39.3	40.0	40.4	41.0	41.6
UNEMPLOYMENT					
No. of unemployed ('000)	2 716	2 831	2 859	2 814	2 816
Unemployment rate (%)	7.4	7.5	7.4	7.0	7.0
UNEMPLOYMENT					
No. of underemployed ('000)	6 579	6 692	6 762	7 163	7 514
Underemployment rate (%)	19.3	19.1	18.8	19.3	20.0
No. of overseas Filipino workers ('000)	8 188	8 579	9 543	10 456	10 490

(R Quiñones, Jr, 2014)

Annexe 8

Le tableau présente les municipalités ciblées par le programme FOCAS ainsi que les stratégies qui y seront déployées. La co-gestion du projet, impliquant à la fois les autorités territoriales et les organisations locales, ne se limite pas au financement, mais s'étend également à l'implémentation et à l'évaluation des actions.

Table 1. ***Bohol PACAP FOCAS Strategies, 2005-2010***

	FOCAS 1	FOCAS 2	FOCAS 3	FOCAS 4
Descriptive Title	Sustainable agri-business and enterprise development in support of eco-tourism in northwestern Bohol (ECONOMIC and ENVIRON-MENT)	Enhancing eco-cultural tourism in central-eastern Bohol (CULTURE and ENVIRON-MENT)	Sustainable agricultural development/ agri-business development for food security and economic development (ECONOMIC and ENVIRON-MENT)	Provision of water and sanitation facilities/ services to the 17 priority municipa-lities (SOCIAL)
LGUs Cov-ered	Maribojoc Catigbian Loon Tubigon Inabanga Clarin	Albur Loboc Sevilla Bilar Batuan Sierra Bullones Anda	Dagohoy Sagbayan San Isidro Alicia	17 municipali-ties
Purpose	Increase house-hold income through ecotourism-linked sustainable and community-initiated agribusinesses and enterprises that effectively protect and conserve the environment	Develop sustainable livelihoods that enhance ecological-cultural tourism and the community management of natural and cultural resources	Ensure food sufficiency and increase the net income of farmers through sustainable organic farming (Rice as anchor crop in a diversi-fied farming system)	Provide potable water and sanitation services to the most deprived communi-ties while enabling them to protect and rehabilitate water sources
Cross-cutting Themes	Governance and Gender			
Secretariat	Feed the Children Phils.	BANGON	CASEC, Inc.	PROCESS

Note: Blanco (2005, p. 19)

(Padilla-Espenido, 2013)

Annexe 9

Article du média Rappler, ouvertement anti-élite et pro-démocratie, sur l'influence des dynasties familiales dans le scène politique locale et nationale.

Titre de l'article : Une anarchie de familles.

Sous-titre photo : "Ici chez nous, nous avons assisté ces derniers jours à une salve de missiles provenant de familles - non pas dirigés les uns contre les autres, mais contre un espace déjà réduit pour les philippins idéalistes et sans pedigree qui souhaitent se présenter à des fonctions publiques"

[Rappler's Best] An anarchy of families

OCT 7, 2024 6:00 PM PHT

GLENDA M. GLORIA

'Here at home, we've seen in the past days a volley of missiles from families — not against each other but against an already shrinking space for non-pedigreed, idealistic Filipinos who want to run for public office'

(Gloria, 2024)

Annexe 10

Les actualités concernant les familles au pouvoir, souvent analysées dans certains médias pour leurs implications politiques et juridiques, font également l'objet d'une attention particulière dans les tabloïds, mais sous une forme différente. Le grand public est bien informé des événements politiques du pays, mais ces informations, souvent diffusées à une échelle bien plus large que celles des grands journaux dits "sérieux", mêlent les faits relatifs aux grandes familles aux sujets du milieu people et aux faits divers.

Pilipino Star Ngayon, *07/10/2024*

En bleu foncé, noté 1: *"Digung [Rodriguo Duterte] va se présenter à la mairie de Davao, Baste [son fils] comme vice-maire'*

En bleu clair, noté 2: *"La candidature de Alice Guo sera acceptée mais nécessite une ordonnance restrictive temporaire - La Commission des Élections"*

En vert foncé, noté 3: *"Zia est très heureuse du "Bonjour" d'Olivia [Rodriguo] [après son concert à Manille]"*

En vert clair, noté 4: *"Le père a envoyé une photo à son enfant avant de se pendre. Alors que la corde était enroulée autour de son cou"*

Annexe 11

Le lien entre société civile et politique est parfois maigre. Avant de devenir sénateur, Bam Aquino est devenu président de MicroVentures, Inc, une entreprise sociale qui gère le programme Hapinoy qui propose du microfinancement et des formations. Un homme politique issu de la société civile entré par la suite dans l'arène politique.

Le terme Hapinoy est une combinaison des mots "Happy" (heureux) et "Pinoy" (un terme informel pour désigner les Philippins). Le programme Hapinoy Store cible les sari-sari stores, des petites boutiques de quartier aux Philippines. Ces magasins, qui sont souvent situés dans ou à côté de la maison du propriétaire, proposent une variété de produits (d'où "sari-sari", qui signifie "divers types"). Les propriétaires de ces magasins sont des femmes micro-entrepreneuses appelées *Nanays* (signifiant "mères"). On retrouve sur l'ensemble du territoire environ 700 000 établissements qui représentent entre 30 et 40 % des ventes de détail aux Philippines.

Titre article : Le programme Hapinoy redonne de l'espoir aux survivants de "Yolanda" [typhon dévastateur ayant frappé les Philippines en 2013].

Sous titre photo : Le programme Hapinoy Mobile Money Hub crée de nouvelles opportunités pour les microentrepreneurs nanay grâce à des formations en gestion financière.

EDITORS' PICKS

Hapinoy program gives hope to 'Yolanda' survivors

By: Joy Rojas - @inquirerdotnet Philippine Daily Inquirer / 12:20 AM September 06, 2015

EMPOWERING nanay microentrepreneurs. The Hapinoy Mobile Money Hub Program creates new opportunities for nanay microentrepreneurs through financial literacy training.

(Rojas, 2015)

Annexe 12

Dans une étude sur les populations Ayta en Zambales, le Philippine Journal of Social Development 2019 Vol12 étudie le rôle que doit prendre le soutien aux populations indigènes, en analysant le concept de *kahampatan*. Ils réalisent plusieurs entretiens avec les populations locales pour identifier leur vision de la communauté. Kahampatan est un concept de développement qui va au-delà de la croissance économique en mettant l'accent sur les relations positives pour une vie épanouie. Il inclut quatre éléments clés : des relations justes avec le Créateur, soi-même, les autres, et la nature. Les concepts de *kainomayan* (abondance) et de *kahampatan* (bonté de la vie) sont liés, l'abondance étant nécessaire pour atteindre la bonté. Kahampatan valorise l'identité partagée, le respect mutuel, l'éducation, la santé, et un environnement harmonieux. Il prône également une gestion durable des ressources, favorise la cohésion communautaire et offre une approche holistique du développement.

L'intervention étatique au même titre que le développement économique devrait s'adapter aux spécificités locales, comme celle du kahampatan chez les Aytas.

(B Meneses, 2018)

Annexe 13

Tableau non-exhaustif présentant plusieurs initiatives de l'ESS aux Philippines, ainsi que leur contribution aux objectifs de développement durable (ODD).

ODD	Domaine concerné	Exemple d'initiatives
1 & 8	Réduction de la pauvreté et croissance économique	- **Rags2Riches**: travaille avec des femmes des communautés pauvres de la métropole de Manille, en transformant des tapis et des vêtements fabriqués à partir de chutes de tissus en produits de plus grande valeur. Donne du pouvoir aux communautés en augmentant les revenus des producteurs. - **Lobgob Mothers' Association** (LMA): auparavant, l'association se consacrait à l'amakan (bambou aplati tressé). Elle produit et vend aujourd'hui des objets artisanaux dans une boutique touristique à Bohol. Cela permet à ses membres qui n'avaient auparavant aucun revenu de gagner un revenu quotidien moyen de 1 000 PHP. - **ANTHILL:** opère à Cebu, préservant les techniques traditionnelles de production de tissus philippins. Chaque communauté fonctionne comme une franchise visant une gestion indépendante. - **APPEND:** un groupe d'organisations de développement de micro-entreprises qui fournissent des services de microfinance, améliorant l'épargne des clients, les dépenses familiales, le confort du foyer, l'éducation des enfants et la santé.
5	Égalité des sexes	- **PATAMABA** (National Network of Informal Women Workers): réseau dirigé par des femmes comptant plus de 20 000 membres dans 34 provinces. Création d'une association de logement à Angono, partenariats avec des universités pour la formation... - **PATAMABA WISE** (Workers in the Informal Sector Enterprise): bras économique de PATAMABA avec des pôles de production, un système de microfinance indépendant et des composantes d'épargne/entraide. - **Magna carta for women**
10	Lutte contre les Inégalités	- Villageois de **Dingras**, Ilocos Norte, construction de maisons pour 20 ménages de Pantawid Pamilya ayant besoin de logements plus sûrs. - **Gawad Kalinga**
12	Consommation et production responsables	- **PATAMABA WISE:** produit des produits d'entretien ménager biodégradables et des tissus recyclés. - **ANTHILL**: encourage la production de tissus traditionnels philippins, créant des produits durables et de haute qualité.
13 & 15	Action climatique et Vie terrestre	- **San Vicente Mangrove (SAVIMA)** Forest Walk à Bohol - **KILUS cooperative**
8	Travail décent et protection sociale	- **Homenet Philippines** - **Magna Carta for Workers in the Informal Economy** (MACWIE). - **Ateneo de Manila University** collabore avec PATAMABA Angono pour la formation des jeunes en matière de développement des moyens de subsistance.
17	Partenariats pour la réalisation des objectifs	- **FOCAS model** à Bohol relie les communautés aux collectivités locales, aux ONG, au secteur privé et aux organismes donateurs. - **ASEC** (Asian Solidarity Economy Council) - **PhilSEN** (Philippine Social Enterprise Network) - **CODE-NGO** - Partenariats entre les universités et les organisations: **PATAMABA / UP CSWCD**

BIBLIOGRAPHIE :

B Meneses, A. (2018). Kahampatan : Ayta's concept of development in the context of Indigenous People's (IP) culture and identity. *Philippine Journal Of Social Development*, *12*.

Cabrera, F. B. (2017). Bayanihan. *MindaNews*. https://mindanews.com/photo-of-the-day/2017/03/bayanihan-5/#gsc.tab=0

Darko, E., & Quijano, T. (2013). A Review of Social Enterprise Activity in the Philippines. *British Council Philippines*.

Deguma, N. J. J., Peteros, N. E. D., Case, N. M. S., & Igot, N. V. J. (2018). Violence Against Women and Gender Equality in the Philippines : Are they Related ? *Journal Of Educational And Human Resource Development (JEHRD)*, *6*, 68-81. https://doi.org/10.61569/4nafjv22

Esturas, E. (2023, 17 février). Senate tackles bills promoting social enterprises to address poverty - Oxfam Pilipinas. *Oxfam Pilipinas*. https://oxfam.org.ph/senate-tackles-bills-promoting-social-enterprises-to-address-poverty/

Fonteneau, B., Neamtam, N., Wanyama, F., Morais, L. P., & De Poorter, M. (2010). Social and Solidarity Economy : Building a Common Understanding. *The Social And Solidarity Economy Academy*.

Gloria, G. M. (2024, 7 octobre). [Rappler's Best] An anarchy of families. *RAPPLER*. https://www.rappler.com/voices/newsletters/best-anarchy-families-politics-elections/

International Labour Organization (ILO). (2022) Strengthening Social and Solidarity Economy Policy in Asia.

Karla Thea Omelan, ABS-CBN News. (2024, 10 novembre). LOOK : Bayanihan alive and well at the foothills of Mayon | ABS-CBN Lifestyle. *ABS-CBN*. https://www.abs-cbn.com/life/07/14/19/look-bayanihan-alive-and-well-at-the-foothills-of-mayon

M Ballesteros, M. (2023). Comments on Senate Bill 782 An Act Institutionalizing the Poverty Reduction Through Social Entrepreneurship (PRESENT) Program and Promoting Social Enterprises with the Poor as the Primary Stakeholders introduced by Senator Juan Miguel Zubiri. Dans *Philippine Institute For Development Studies*.

Padilla-Espenido, L. M. (2013). Innovations in Community Social Enterprise Development : The Bohol PACAP FOCAS Experience. *Philippine Journal Of Social Development*, *6*.

Pilipino Star Ngayon. (2024, 10 octobre).

R.A. 8425. (s. d.). https://lawphil.net/statutes/repacts/ra1997/ra_8425_1997.html

Rojas, J. (2015, 6 septembre). *Hapinoy program gives hope to 'Yolanda' survivors | Inquirer Business*. INQUIRER.net. https://business.inquirer.net/198610/hapinoy-program-gives-hope-to-yolanda-survivors

R Quiñones, Jr, B. (2014). Public policies for the Social and Solidarity Economy : Towards a favourable environment The case of the Philippines. Dans *International Training Centre Of The International Labour Organization,*.

R Quiñones, Jr., B. (2015). Social and Solidarity Economy in Asia : A South-South and triangular cooperation perspective. *International Labour Organization, ILO*.

Sahakian, M. D., & Dunand, C. (s. d.). The social and solidarity economy towards greater « sustainability » : learning across contexts and cultures, from Geneva to Manila. *Community Development Journal*, *50*(3), 403-417. https://doi.org/10.1093/cdj/bsu054

Sahakian, M. D., & Dunand, C. (2014). The social and solidarity economy towards greater « sustainability » : learning across contexts and cultures, from Geneva to Manila. *Community Development Journal*, *50*(3), 403-417. https://doi.org/10.1093/cdj/bsu054

Team, P. I. (2024, 18 mars). *JOJI SPEAKS AT THE SENATE OF THE PHILIPPINES TO PROMOTE SENATE BILL 782, ALSO KNOWN AS "THE PRESENT BILL"*. PeaceBuilders Community, Inc. https://peacebuilderscommunity.org/2024/03/joji-speaks-at-the-senate-of-the-philippines-to-promote-senate-bill-782-also-known-as-the-present-bill/

Utting, P., Van Dijk, N., & Matheï, M. (s. d.). Social and Solidarity Economy Is There a New Economy in the Making. *UNRISD Occasional Paper : Potential And Limits Of Social And Solidarity Economy. United Nations Research Institute For Social Development (UNRISD), Geneva*, *10*.